

Les premiers pas de la marche citoyenne

Solidarité

La grande marche pour une autre politique migratoire, reliant la vallée de la Roya à Calais, passera par Martigues le 14 mai.

Un collectif d'associations prépare l'initiative.

MARTIGUES

La soirée «Les bienvenus» organisée mardi à la MJC au bénéfice du Réseau éducation sans frontières a fait salle comble malgré le temps glacial: plus de cent personnes pour écouter Jean-Pierre Cavaillé, du «réseau Hospitalité» déconstruire les préjugés racistes, autant pour participer au volet festif avec les musiciens de «Zoulouzbek Band», «Coco Soufflette» et «Picon mon amour», le témoignage d'un salarié agricole marocain de la Crau, 35 résidents du foyer des demandeurs d'asile présents, cinq élus, une forte participation du tissu associatif... «Et un bilan financier très positif avec 1336 euros (oui, 1336) de caisse» se réjouit Frédéric Grimaud (Resf): «si on enlève le coût des denrées et les frais de déplacement des musiciens, il nous reste 875 euros pour Resf». Un encouragement pour toutes les associations impliquées dans la marche citoyenne qui, après une halte à Marseille la veille, fera escale à Martigues le 14 mai avant de prendre la direction d'Istres. Trois étapes dans un périple d'une frontière à l'autre qui en comptera soixante. Le principe de cette marche (du 1er mai au 7 juillet) a été acté au niveau national par «470 associations, mouvements humanitaires, citoyens et caritatifs pour exiger une autre politique migratoire et une autre approche de l'accueil des migrants quels qu'ils soient: nous refusons la confusion entretenue entre réfugiés et migrants» souligne Georges Fournier, responsable du comité local de la Ligue des Droits de l'Homme. La marche a pour objet, la collecte de

fonds et de dons en nature au bénéfice de «L'Auberge des migrants» de Calais et des associations partenaires de la Vallée de la Roya (06).

«Les marchandises ont plus de droits que les humains»

Indignés par le cas de ce pisteur-secouriste du Briançonnais inquiété par la Police pour être venu en aide à une jeune femme sur le point d'accoucher ou par «les cinq mois avec sursis infligés à Pierre-Alain Mannoni comme si c'était un passeur», les militants associatifs entendent dénoncer un monde où, selon les mots de Georges Fournier, «les marchandises ont plus de droits que les humains». La LDH qui a «un rôle d'information, de vigilance» et se retrouve «sollicitée pour instruire les dossiers de demandes de régularisation, est souvent confrontée aux décisions arbitraires de la Préfecture» précise le responsable associatif. Illustration avec le cas «d'une mère dont les deux enfants sont scolarisés et pourtant, on nous dit qu'il s'agit d'une femme célibataire, sans attaches sur Martigues».

«Notre angle d'attaque, c'est de demander la régularisation des familles dont les enfants sont scolarisés» précise Frédéric Grimaud «notre rôle est d'empêcher les expulsions, de mener un travail juridique avec les avocats pour faire cesser les Obligations de quitter le territoire: à Martigues, une petite fille est arrivée au foyer de demandeurs d'asile à l'âge de 4 ans, elle est aujourd'hui en Seconde et elle est Martégale comme nos enfants». Pour cet enseignant qui considère qu'«il n'y a pas d'illégaux sur cette terre, le fait d'entourer les gens conduit à ce que ces familles ne soient pas expulsées». Les mouvements et associations considèrent qu'ensemble, ils peuvent «faire cesser l'intolérable» et «en finir avec la peur des autres».

J-F.A.

(*) Amnesty International, ACAT, ASTI, CCFD-Terre solidaire, Collectif solidarité Palestine, France-Amérique latine, LDH, MJC, Mouvement de la Paix, RESF.



Fidèle des initiatives citoyennes, le «Zoulouzbek Band» a joué gratuitement pour Resf. ARCHIVES JFA